



Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

REPUBLIQUE DU SENEGAL

AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS (ARMP)

COMMUNAUTE RURALE DE TOUBA TOUL

REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE DE LA GESTION 2012

RAPPORT FINAL

(juillet 2014)



Dakar, le 20 juillet 2014

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics (ARMP)
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber
Dakar**

Monsieur le Directeur Général,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier, technique et de contrôle des marchés conclus par la Communauté Rurale de Touba Toul pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par la Communauté Rurale de Touba Toul avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- que l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- que les procédures de contrôle de la matérialité des transactions sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les exceptions ci – après :

1. Réserves

a) l'examen de la **DRP relative à la Construction de deux (2) salles de classe et de dix (10) cantines, en deux (2) lots**, attribuée à **Equipement Lahat** pour un montant global de **21 370 571 F CFA TTC** nous a permis de noter plusieurs non conformités :

- une disposition du Dossier d'Appel à la Concurrence exigeait des candidats la production obligatoire des pièces administratives requises au regard de l'article 44 du CMP. Cette disposition du cahier des charges doit être révisée pour tenir compte de la spécificité des Communautés Rurales et des Communes ayant un budget inférieur à 300 millions de F CFA pour lesquelles les entreprises participant aux procédures de concurrence pour des acquisitions dont le coût estimé est inférieur à 25 millions sont dispensées de produire les pièces administratives requises au titre de l'article 44 du CMP ;

- l'examen du procès verbal d'ouverture des offres relatives à la **DRP** ci-avant mentionnée a permis de noter que les fonctions des membres de la Commission des Marchés ne sont pas précisées dans ledit procès verbal d'ouverture des plis alors que cette information permet aux vérificateurs d'apprécier les éventuelles incompatibilités entre les fonctions exercées et la qualité de membre de la Commission des Marchés ;

- la nature **TTC** ou **HT** du prix des offres des candidats à cette **DRP** n'est pas précisée dans le procès verbal d'ouverture ouvrant ainsi une brèche pour des interprétations susceptibles de renchérir le coût des achats si on ne retient pas qu'en l'absence de toute indication sur l'offre le prix est réputé libellé **TTC** ;

- l'examen du rapport d'évaluation des offres a permis de noter que les spécifications techniques définies dans le cahier des charges n'ont pas été évaluées ; c'est plutôt le critère prix qui a été déterminant dans le choix de l'attributaire du marché ; il s'agit d'une entorse à l'article 59 du CMP ; cette remarque est valable pour la **DRP** relative aux travaux d'achèvement de la toiture en tôle du hangar du marché de Touba Toul, attribuée au **GIE THIEYTOU**, pour un montant de **8 931 656 F CFA TTC** ;

- nous avons noté, au regard du contenu des offres des candidats que le bordereau quantitatif estimatif a été modifié au niveau de la menuiserie notamment dans la partie relative à la fourniture et à la pose de portes et de fenêtres métalliques. En lieu et place des portes de 2,00 X 0,80 et des fenêtres à 1,20 X 0,80, tous les soumissionnaires ont proposé 2,00 X 1,85 pour les portes et 1,00 X 1,85 pour les fenêtres. Le dossier de marché ne comprend aucun rectificatif du Dossier d'Appel à la Concurrence, ce qui laisserait supposer que les modifications auraient été communiquées de manière informelle à tous les candidats. Sous ce rapport, il convient de préciser qu'en cas de modification du cahier des charges, l'information doit être communiquée à tous les candidats selon les mêmes formes que celles de la diffusion du Dossier d'Appel à la Concurrence ;

- l'exécution du contrat a connu un retard considérable de trois mois (les travaux qui devaient être achevés depuis le 25 mai 2013), sans qu'un décompte des pénalités de retard ne soit établi en application de l'article 134 du CMP ; la non application des pénalités de retard a également été observée pour la DRP relative aux travaux d'achèvement de la toiture en tôle du hangar du marché de Touba Toul, attribuée au GIE THIEYTOU, pour un montant de 8 931 656 F CFA TTC. Nous rappelons que le décompte des pénalités de retard doit être effectuée conformément aux dispositions de l'article 19 du contrat ; l'Autorité Contractante est fondée à prélever des intérêts de retard ; lesdites pénalités auraient dû être décomptées depuis le 25 Mai 2013 (le délai d'exécution étant de 60 jours à compter de l'ordre de service et finalement fixée au 25 Mars 2013).

- b) l'examen de la **DRP portant Acquisition de fournitures scolaires**, attribuée à **E.G.B** pour un montant de **3 815 000 F CFA TTC** nous a permis de noter que la lettre d'invitation adressée à **S.E.P.G** a été **déchargée par E.G.B**, laissant subsister une incertitude sur la transparence de la procédure ; la même observation a été faite pour la **DRP portant achat de registre de naissance, de décès et de mariage**, attribuée aux **ETS Serigne Adama Fall**, pour un montant de **799 568 F CFA TTC**, pour laquelle les lettres d'invitation adressées aux candidats ont toutes été déchargées par l'un d'entre eux, **ETS Sope Serigne Babacar Sy** ; ces incongruités sont l'illustration de la connivence entre l'Autorité Contractante et l'attributaire pressenti dans un processus simulé de mise en œuvre d'une procédure aux apparences concurrentielles.
- c) Pour la DRP relative à la **Fourniture de quatre (4) jeux de maillots et de trente quatre (34) maillots, culottes et blousons**, en deux lots, attribuée à **ETS Serigne Adama Fall**, pour un montant global de **1 296 230 F CFA TTC**, seules deux lettres d'invitation ont précisé l'objet de la DRP alors que, l'objet du marché fait partie des mentions obligatoires à insérer dans tous les avis d'appel public à la concurrence ; par ailleurs, la réception des fournitures a été faite par la secrétaire du Président de la Communauté Rurale, alors que cette opération doit être effectuée par une commission de réception dûment constituée. Ces manquements ont été observés lors de l'examen des procédures de **DRP attribuées aux ETS Serigne Adama Fall** et relatives respectivement à l'**achat de tee-shirts** pour un montant de **997 100 F CFA TTC**, à l'**achat de registres de naissance, de décès et de mariage** pour un montant de **799 568 F CFA TTC** et à l'**achat d'écharpes**, pour un montant de **399 666 F CFA TTC**. Il s'y ajoute que la DRP relative à l'**achat de tee-shirts** a été attribuée au montant de l'offre du second moins disant (997 200 F CFA) notamment le GIE TAWA FALL, alors que l'attributaire du marché (Ets Serigne Adama Fall) avait fait une offre de 797 680 F CFA considérée d'ailleurs comme l'offre la moins disante ; pour la DRP **achat de registres de naissance, de décès et de mariage**, le marché a été attribué aux ETS Serigne ADAMA FALL, pour un montant de 799 568 F CFA TTC, alors que, la fiche d'engagement mentionne un montant de 725 700 F CFA, soit une différence de 73 868 F CFA.

- d) l'examen des **DRP portant achat de ballons**, attribuée aux **ETS Serigne Adama Fall**, pour un montant **99 946 F CFA TTC** et **DRP achat de médicaments**, attribuée à **Pharmacie Lamp Fall**, pour un montant de **1 998 050 F CFA TTC**, nous a permis de noter que la réception des fournitures a été faite, respectivement par la secrétaire du PCR, et par le PCR, alors que cette opération doit être effectuée par une commission de réception dûment constituée ;
- e) des signes de collusion entre fournisseurs ont été notés sur la **DRP relative à la construction de deux (2) salles de classe et de dix (10) cantines**, sur la **DRP fournitures scolaires** et sur la **DRP achat de registre de naissance, décès et de mariage**.

2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de nos travaux

- a) seule une offre a été mise à notre disposition pour la **DRP achat d'écharpes**, attribuée à **ETS Serigne Adama Fall**, pour un montant de **399 666 F CFA TTC**, ce qui ne nous a pas permis de mettre en œuvre des procédures de vérification propres à nous permettre de nous assurer de leur conformité aux spécifications du cahier des charges et de la mise en œuvre régulière des procédures d'évaluation. Cette limitation est valable pour la **DRP achat de ballons**, attribuée aux **ETS Serigne Adama Fall** et le marché relatif aux achats de médicaments, attribuée à **Pharmacie Lamp Fall**, pour un montant de **1 998 050 F CFA TTC** car, seules les offres des attributaires des marchés ont été classées dans les dossiers qui nous ont été remis. pour la **DRP relative à l'achat de fournitures scolaires**, attribuée à **E.G.B** pour un montant de **3 815 000 F CFA TTC** et le marché relatif aux **34 jeux de maillots, de culottes et de blousons**, ni les cahiers des charges, ni les procès-verbaux d'ouverture des plis et d'évaluation n'ont été classés dans les dossiers qui nous ont été remis, limitant ainsi, nos moyens de contrôle sur la régularité de la procédure de passation de ces marchés. Seules les offres des attributaires ont été mises à notre disposition.
- b) de manière générale, nous avons noté que la Communauté Rurale de TOUBA TOUL ne dispose pas de fichier fournisseurs alors que, les manifestations d'intérêt ou les offres reçues, après la publication de l'avis général de passation des marchés ou des avis spécifiques de passation des marchés, peuvent être les bases de constitution et de mise à jour du fichier des prestataires ; en outre nous avons noté sur toutes les **DRP**, une insuffisance de formalisation des procédures de passation des marchés, notamment par la convocation des membres de la commission des marchés dans les formes et les délais requis, l'établissement des PV d'attribution, sur l'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres, l'exigence de l'enregistrement des marchés préalablement à la mise en règlement des factures et le classement exhaustif de tous les documents de la passation conformément aux instructions de l'ARMP en la matière.

- c) les tâches qui sont dévolues à la Cellule de Passation des Marchés n'ont pas été accomplies notamment la préparation du rapport annuel en application de l'article 143 du CMP qui impose à toutes les Autorités Contractantes de déposer annuellement auprès de l'autorité dont elle relève et de l'ARMP, un rapport sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente, avec les entreprises défaillantes, la nature des manquements constatés et un compte rendu détaillé des marchés passés par entente directe. Les rapports trimestriels non plus n'ont pas été produits.

A notre avis, au regard de l'importance des points évoqués ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés ne sont pas conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP.

SOMMAIRE

| | Pages |
|---|-------|
| Lexique des abréviations et sigles | 8 |
| 1 Synthèse des non conformités et des recommandations | 9 |
| 1.1 Synthèse des non conformités sur la passation et recommandations | 10 |
| 1.2 Synthèse des non conformités sur l'exécution financière et recommandations | 18 |
| 1.3 Synthèse des non conformités sur l'exécution physique et recommandations | 20 |
| 1.4 Tableau de synthèse des violations des textes législatifs et réglementaires | 22 |
| 2 Contexte de l'intervention et objectifs de la mission | 25 |
| 2.1 Contexte de l'intervention | 26 |
| 2.2 Objectifs de la mission | 27 |
| 2.2.1 Objectifs généraux | 27 |
| 2.2.2 Objectifs spécifiques | 27 |
| 2.2.3 Etendue des travaux à effectuer | 28 |
| 2.2.4 Rapports émis au terme de la mission | 30 |
| 3 Approche méthodologique | 31 |
| 3.1 Revue approfondie des textes de référence | 32 |
| 3.2 Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés | 34 |
| 3.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés | 35 |
| 3.3.1 Audit de la préparation des marchés | 36 |
| 3.3.2 Audit de la gestion de l'attribution | 37 |
| 3.3.3 Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques | 38 |
| 4 Résultats des travaux | 39 |
| 4.1 Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés | 40 |
| 4.1.1 Commission des marchés | 40 |
| 4.1.2 Cellule de passation des marchés | 41 |
| 4.1.3 Charte de Transparence et d'éthique en matière de passation des marchés | 41 |
| 4.1.4 Documents de programmation de la passation des marchés | 41 |
| 4.1.4.1 Plan de passation des marchés | 42 |
| 4.1.4.2 Avis général de passation des marchés | 42 |
| 4.1.5 Rappel des seuils applicables à la Communauté Rurale de Touba Toul | 42 |
| 4.2 Examen des marchés | 44 |
| 4.2.1 Périmètre couvert par nos travaux | 44 |
| 4.2.2 Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix | 45 |

Liste des abréviations et sigles

| | |
|-------|---|
| AC | Autorité Contractante |
| AOO | Appel d'Offres Ouvert |
| ARMP | Autorité de Régulation des Marchés Publics |
| BTP | Bâtiments et Travaux Publics |
| CM | Commission des Marchés |
| CMP | Code des Marchés publics |
| CPM | Cellule de Passation des Marchés |
| CR | Communauté Rurale |
| DAC | Dossier d'Appel à la Concurrence |
| DAF | Direction Administrative et Financière |
| DAO | Dossier d'Appel d'Offres |
| DCMP | Direction Centrale des Marchés Publics |
| DP | Demande de Propositions |
| DRP | Demande de Renseignements et de Prix |
| ED | Entente Directe |
| HT | Hors Taxes |
| MEF | Ministère de l'Economie et des Finances |
| PCR | Président de la Communauté Rurale |
| PM | Premier Ministre |
| PPM | Plan de Passation des Marchés |
| PV | Procès Verbal |
| TTC | Toutes Taxes Comprises |
| TVA | Taxe sur la Valeur Ajoutée |
| UEMOA | Union Economique et Monétaire Ouest Africaine |

SECTION 1
SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

Observations générales sur la passation des marchés par la Communauté Rurale de TOUBA TOUL

De manière générale, nous avons noté que la Communauté Rurale de TOUBA TOUL ne dispose pas de fichier fournisseurs alors que, les manifestations d'intérêt ou les offres reçues, après la publication de l'avis général de passation des marchés ou des avis spécifiques de passation des marchés, peuvent être les bases de constitution et de mise à jour du fichier des prestataires ; en outre, nous avons noté sur toutes les DRP, une insuffisante formalisation des procédures de passation des marchés, notamment par la convocation des membres de la commission des marchés dans les formes et les délais requis, l'établissement des PV d'attribution, l'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres, l'exigence de l'enregistrement des marchés préalablement à la mise en règlement des factures et le classement exhaustif de tous les documents de la passation conformément aux instructions de l'ARMP en la matière.

Des indices de collusion entre fournisseurs, de simulation de concurrence et de régularisation de marchés déjà exécutés ont été identifiés dans la mise en œuvre de plusieurs procédures de Demandes de Renseignements et de Prix. Ces constats illustrent un manque de transparence contraire aux dispositions de l'article 24 Nouveau du Code des Obligations de l'Administration qui précise les principes fondamentaux applicables aux achats au rang desquels figure la transparence des procédures. Cette entorse aux principes qui encadrent la commande publique est susceptible d'entraîner l'annulation des procédures incriminées à la requête de toute personne intéressée au déroulement normal de la procédure et de différer la mise en œuvre du Plan de Passation des Marchés conformément au chronogramme préétabli.

DRP RELATIVE A LA SELECTION D'UN PRESTATAIR POUR LA CONSTRUCTION DE DEUX SALLES DE CLASSE ET DE DIX CANTINES – MARCHE ATTRIBUE A EQUIPEMENT LAHAT POUR 21 370 571 F CFA TTC

Une disposition du Dossier d'Appel à la Concurrence relatif à la sélection du prestataire pour les travaux de construction de salles de classes et de cantines exigeait des candidats la production obligatoire des pièces administratives requises au regard de l'article 44 du CMP. Cette disposition du cahier des charges doit être révisée pour tenir compte de la spécificité des Communautés Rurales et des Communes ayant un budget inférieur à 300 millions de F CFA pour lesquelles les entreprises participant aux procédures de concurrence pour des acquisitions dont le coût estimé est inférieur à 25 millions sont dispensées de produire les pièces administratives requises au titre de l'article 44 du CMP ;

La terminologie utilisée dans les dossiers de passation « dépouillement » et « adjudicataire » n'est pas plus en phase avec les termes et définitions de l'article 4 du CMP auxquels il convient de se conformer ;

Les fonctions exercées par les membres de la Commission des Marchés ne sont pas précisées dans le procès verbal d'ouverture des plis. Cette information est nécessaire pour permettre aux vérificateurs de disposer des moyens d'appréciation des éventuelles incompatibilités entre les fonctions exercées et la qualité de membre de la Commission des Marchés ;

La nature TTC ou HT du prix des offres des candidats n'est pas précisée dans le procès verbal d'ouverture ouvrant ainsi une brèche pour des interprétations susceptibles de renchérir le coût des achats si on ne retient pas qu'en l'absence de toute indication sur l'offre le prix est réputé libellé TTC ;

L'examen du rapport d'évaluation des offres a permis de noter que les spécifications techniques définies dans le cahier des charges n'ont pas été évaluées et que le critère prix a été déterminant dans le choix de l'attributaire du marché ; il s'agit d'une entorse à l'article 59 du CMP.

Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres n'ont pas été établies et transmises aux dits soumissionnaires. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. Il s'agit également d'une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.

Le contrôle du suivi de l'exécution de ces marchés a permis de noter plusieurs non conformités : les mêmes numéros d'ordre de service ont été utilisés pour chacun des deux lots objet de la DRP ; notons sous ce rapport qu'un registre des ordres de services doit être ouvert et les numéros attribués selon une séquence numérique rigoureusement suivie ne permettant aucun dédoublement de numéro. Pour le marché objet du premier lot, une incohérence a été notée entre la date de démarrage des travaux fixée selon le contrat à compter de la réception de l'ordre de service de démarrage alors que le même ordre de service établi le 10 décembre 2012, notifié à l'attributaire le 12 décembre 2012 fixe la date de démarrage au 20 décembre 2012. Il y a lieu de veiller à la mise en cohérence des documents de marchés.

L'exécution des marchés a connu un important retard de près de six mois et les pénalités de retard n'ont pas été décomptées en violation des dispositions de l'article 134 du CMP ; il s'y ajoute qu'au regard du dossier de marché aucune mise en demeure n'a été servi à l'attributaire

pour l'inviter à se conformer à ses obligations contractuelles dans les délais requis.

L'examen des offres des soumissionnaires du lot N° 1 a permis de noter des signes de collusion entre fournisseurs les mêmes anomalies ayant été constatées aux mêmes endroits sur l'ensemble des offres reçues.

Nous avons noté, au regard du contenu des offres des candidats que le bordereau quantitatif estimatif a été modifié au niveau de la menuiserie notamment dans la partie relative à la fourniture et à la pose de portes et de fenêtres métalliques. En lieu et place des portes de 2,00 X 0,80 et des fenêtres à 1,20 X 0,80, tous les soumissionnaires ont proposé 2,00 X 1,85 pour les portes et 1,00 X 1,85 pour les fenêtres. Le dossier de marché ne comprend aucun rectificatif du Dossier d'Appel à la Concurrence, ce qui laisserait supposer que les modifications auraient été communiquées de manière informelle à tous les candidats. Sous ce rapport, il convient de préciser qu'en cas de modification du cahier des charges, l'information doit être communiquée à tous les candidats selon les mêmes formes que celles de la diffusion du Dossier d'Appel à la Concurrence.

DRP ACHEVEMENT DE LA TOITURE EN TOLE DU HANGAR DU MARCHE DE TOUBA TOUL : GIE THIEYTOU – 8 931 656 F CFA TTC

L'examen du rapport d'évaluation des offres a permis de noter que les spécifications techniques définies dans le cahier des charges n'ont pas été évalués ; c'est plutôt le critère prix qui a été déterminant dans le choix de l'attributaire du marché. Il s'agit d'une entorse à l'article 59.2 du CMP. Le PV d'attribution n'a pas été établi, en violation de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;

Les lettres d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, ne figurent pas dans le dossier. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;

Un (01) mois après l'expiration du délai d'exécution des travaux, l'autorité contractante a demandé au titulaire de « bien reprendre les travaux dans les plus brefs délais, sous peine d'application des pénalités lui incombant », alors qu'elle devait appliquer lesdites pénalités, en violation de l'article de 134 du CMP ;

L'application des pénalités de retard doit être faite sans mise en demeure préalable, dès lors qu'il résulte de la volonté des parties notamment,

au regard des dispositions de l'article 19 du contrat qui dispose que l'Autorité Contractante est fondée à prélever des intérêts de retard ; lesdites pénalités auraient dû être décomptées depuis le 25 Mai 2013 (le délai d'exécution étant de 60 jours à compter de l'ordre de service et finalement fixée au 25 Mars 2013).

Par ailleurs, la mise en demeure doit donner un délai précis à l'expiration duquel, l'Autorité Contractante sera fondée à résilier le marché conformément à l'article 128-2 du CMP et contracter avec un autre prestataire aux risques et périls du titulaire défaillant. Les délais doivent être clairement indiqués de même que la sanction encourue par l'attributaire en cas de non exécution de ses obligations dans le délai qui lui est imparti dans la lettre de mise en demeure.

Il ressort de la copie du contrat que le marché n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement, en violation de l'article 424.12 du CGI.

DRP RELATIVE A L'ACQUISITION DE FOURNITURES SCOLAIRES ATTRIBUEE A E.G.B POUR 3 815 000 F CFA TTC

La lettre d'invitation de la Sénégalaise d'Exploitation et Prestations Générales (S.E.P.G.) a été déchargée par l'Entreprise Générale de Bâtiment (E.G.B) qui y a apposé sa signature et son cachet, en violation du principe de transparence des procédures. Cette remarque est également valable pour la **DRP relative à l'achat de registre de naissance** pour laquelle les quatre (4) lettres d'invitation adressées aux fournisseurs pressentis ont toutes été déchargées par l'un d'entre eux, ETS Sope Serigne Babacar Sy.

Ni le cahier des charges, ni les procès-verbaux d'ouverture des plis et d'évaluation des offres n'ont été classés dans le dossier de marché qui nous a été transmis. illustrant ainsi les insuffisances dans le classement et l'archivage des documents de marché.

Les factures d'EGB et de SEPG présentent des similitudes et la même faute est commise sur ces factures (Prix « Uniture » en lieu et place de Prix Unitaire), laissant entrevoir qu'elles proviennent de la même source ou de sources liées traduisant une collusion entre ces fournisseurs.

Les lettres de rejet des offres des candidats non retenus ne sont pas classées dans le dossier de marché. Nous rappelons que cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. Il s'agit également d'une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;

Le 30 août 2012, après réception du procès-verbal de la commission d'évaluation des offres, seul, le Président a validé les résultats de la commission d'évaluation des offres et a attribué le marché, alors que les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution doivent être

effectuées par la commission des marchés, régulièrement mise en place.

DRP FOURNITURES DE QUATRE (4) JEUX DE MAILLOTS, DE TRENTE QUATRE (34) JEUX DE MAILLOTS, CULOTTES ET BLOUSONS POUR 1 296 230 F CFA TTC - DRP ACHAT DE TEE SHIRT POUR 997 100 F CFA TTC - DRP ACHAT D'ECHARPES POUR 399 666 F CFA TTC TOUTES ATTRIBUEES AUX ETS SERIGNE ADAMA FALL

Seules deux lettres d'invitation adressées aux ETS SERIGNE ADAMA FALL (achat de jeux de maillots + culottes et jeux de maillots + blousons) et au GIE TAWA FALL (achat de jeux de maillots) ont précisé l'objet de la DRP, alors que l'objet du marché fait partie des mentions obligatoires devant figurer dans tout avis d'appel public à la concurrence ;

Le Président a validé les résultats de la commission d'évaluation des offres et a attribué le marché, alors que ces opérations doivent être effectuées par la commission des marchés, régulièrement mise en place ;

Deux entités GIE TAWA FALL et les ETS SERIGNE ADAMA FALL, ayant le même gérant, ont fait la même proposition à savoir 04 jeux de maillots à 499 848 F CFA TTC ;

Les bordereaux de livraison ont été déchargés par la Secrétaire de la Communauté Rurale de Touba Toul sans y porter la mention écrite « certifiée la livraison conforme ». Seul le cachet et la signature de cette dernière y sont apposés alors que la réception aurait dû être effectuée par une commission de réception dûment constituée.

Les procès-verbaux d'ouvertures des plis et d'attribution de la DRP relative à l'acquisition de 34 jeux de maillots, de culottes et de blousons n'ont pas été mis notre disposition . Seules les offres des soumissionnaires figurent dans le dossier de marché. La même observation a été faite pour la DRP relative à l'achat d'écharpes pour laquelle le dossier de marché ne comprend qu'une seule offre.

DRP PORTANT ACHAT DE TEE SHIRT ATTRIBUEE AUX ETS SERIGNE ADAMA FALL POUR 997 100 F CFA TTC

Le marché a été attribué aux ETS SERIGNE ADAMA FALL pour un montant équivalent à l'offre du second moins disant(GIE TAWA FALL), qui est de 997 100 F CFA TTC, alors que l'offre de ce premier était de 797 680 F CFA.

Les principes d'économie et d'efficacité de la dépense publique n'ont manifestement pas prévalu dans ce processus de sélection.,

DRP RELATIVE A L'ACHAT DE BALLONS ATTRIBUEE AUX ETS SERIGNE ADAMA FALL POUR 99 946 F CFA TTC

Le dossier de marché mis à notre disposition n'est pas exhaustif ; il ne comprend que l'offre de l'attributaire du marché. L'Autorité Contractante devrait s'approprier les instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des documents de marchés.

Le contrôle de l'exécution a permis de noter que le bordereau de livraison a été déchargé par la Secrétaire du Président de la Communauté Rurale. Cette décharge ne comprend pas la mention expresse « certifiée la livraison conforme » pour attester de l'absence de réserves. Par ailleurs, il convient de noter qu'il appartient à la Commission de Réception régulièrement constituée de procéder aux opérations de réception des achats.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

Constituer un fichier fournisseurs régulièrement mis à jour selon des modalités à définir. Les manifestations d'intérêt ou les offres reçues après la publication de l'avis général de passation des marchés ou des avis spécifiques de passation des marchés peuvent être les bases de constitution et de mise à jour du fichier des prestataires ;

Tenir compte lors de la préparation des Dossiers d'Appel à la Concurrence, de la spécificité des Communautés Rurales et des Communes ayant un budget inférieur à 300 millions de F CFA pour lesquelles les entreprises participant aux procédures de concurrence pour des acquisitions dont le coût estimé est inférieur à 25 millions sont dispensées de produire les pièces administratives requises au titre de l'article 43 du CMP ;

Veiller au respect des articles 4 et 59 du CMP ;

Préciser dans les procès verbaux les fonctions des membres de la commission des marchés ;

En cas de modification, l'information doit être communiquée à tous les candidats selon les mêmes formes que celles de la diffusion du Dossier d'Appel à la Concurrence ;

Se conformer à l'article 134 du CMP sur les pénalités de retard à appliquer ;

| |
|---|
| <p>Etablir un PV d'attribution en bonne et due forme ;</p> <p>Se conformer à la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Il convient de demander aux titulaires de contrats de les soumettre à la formalité de l'enregistrement conformément aux dispositions de l'article 424.12 du Code Général des Impôts ;</p> <p>Faire certifier les fiches de paiement par leurs bénéficiaires ;</p> <p>Bannir la collusion entre fournisseurs et veiller à la transparence de la procédure de DRP ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p> |
| |

1.2 SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS SUR L'EXECUTION FINANCIERE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE

Les fiches d'engagement relatives au paiement des marchés ne sont pas déchargées par les titulaires des marchés, pour certifier les paiements effectués.

La soumission des contrats à la formalité de l'enregistrement, avant la mise en paiement des factures, n'est pas matérialisée dans les dossiers qui nous ont été remis.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE

Faire certifier les fiches de paiement par leurs bénéficiaires.

Il convient de demander aux titulaires de marchés de se conformer à la formalité de l'enregistrement des contrats avant la mise en règlement de leurs factures.

1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

| |
|--|
| SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE |
| NON EFFECTUEE |
| SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE |
| NON EFFECTUEE |
| |

1.4 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

| Description | DRP N° 01/12 CONSTRUCTION DE DEUX SALLES DE CLASSE ET DE DIX CANTINES | DRP ACHEVEMENT DE LA TOITURE EN TOLE DU HANGAR DU MARCHÉ DE TOUBA TOUL | DRP FOURNITURES SCOLAIRES | DRP FOURNITURES DE JEUX DE MAILLOTS |
|---|--|---|--|--|
| Attributaires | EQUIPEMENT LAHAT | GIE THIEYTOU | E.G.B | ETS SERIGNE ADAMA FALL |
| Montants en F CFA TTC | 21 370 571 F CFA TTC | 8 931 656 F CFA TTC | 3 815 000 F CFA TTC | 1 296 230 F CFA TTC |
| Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ |
| Violation de l'article 59 du CMP sur les critères d'évaluation | ✓ | ✓ | | |
| Violation de l'article 78-2 du CMP sur l'information des candidats non retenus | ✓ | ✓ | ✓ | |
| Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ |
| Terme utilisé inadéquat | ✓ | | | |
| Attestation de précompte de TVA non classée dans le dossier de passation | ✓ | ✓ | | |
| Signe de collusion | ✓ | | | |
| Non respect des articles 133 et 134 du CMP relatif aux pénalités pour retard | ✓ | ✓ | | |

| Description | DRP ACHAT DE TEE SHIRT | DRP ACHAT DE REGISTRE DE NAISSANCE, DECES ET DE MARIAGE | DRP ACHAT D'ECHARPES | DRP ACHAT DE BALLONS | DRP ACHAT DE MEDICAMENTS |
|---|-----------------------------------|--|-----------------------------------|-----------------------------------|---|
| Attributaires | ETS SERIGNE ADAMA FALL | ETS SERIGNE ADAMA FALL | ETS SERIGNE ADAMA FALL | ETS SERIGNE ADAMA FALL | PHARMACIE LAMP FALL |
| Montants en F CFA TTC | 997 100 F CFA TTC | 799 568 F CFA TTC | 399 666 F CFA TTC | 99 946 F CFA TTC | 1 998 050 F CFA TTC |
| Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ |
| Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ |
| Signe de collusion | ✓ | ✓ | | | |

SECTION 2
CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2012 et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2012 par les autorités contractantes indiquées dans les termes de référence.

2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION

2.2.1 Objectifs Généraux

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 Décembre 2012, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

2.2.2 Objectifs Spécifiques

Il s'agit dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnées ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;

- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation des marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

2.2.3 Etendue des travaux effectués

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2012, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

- a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**
 - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),

- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation des marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et

5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMF). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

Nous avons par ailleurs effectué un contrôle de la matérialité des prestations par une vérification de la réalité de l'exécution par recoupement avec les données relatives à la réception des ouvrages, à la livraison des fournitures ou à l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;

Plus précisément pour les marchés de travaux, les contrôles ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

2.2.4 Rapports émis au terme de la mission

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2,5 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes émises au plus tard deux semaines après la transmission du rapport provisoire par le Consultant. Ces différents rapports seront également soumis à l'ARMP sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprennent également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport porte sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports ont été élaborés conformément aux indications des termes de référence.

SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE

3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- loi 96 - 06 du 22 mars 1996 portant Code des Collectivités locales ;
- loi 96 - 07 du 22 mars 1996 portant transfert de compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales ;
- loi n° 96-09 du 22 mars 1996 fixant l'organisation administrative et financière de la commune d'arrondissement et ses rapports avec la ville ;
- loi 96 - 10 du 22 mars 1996 modifiant la loi n° 72 - 02 du 1er février 1972 relative à l'organisation de l'Administration territoriale ;
- loi 68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal ;
- décret 96 - 1124 du 27 décembre 1996 fixant le montant des marchés des collectivités locales soumis à approbation préalable du représentant de l'Etat et de fonctionnement des Agences régionales de développement ;
- loi 90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- décret 2011-1880 du 24 novembre 2011 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010-1396 du 20 octobre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;

- arrêté 012782 du 26 décembre 2012 fixant les seuils de contrôle a priori des rapports d'analyse et des procès verbaux d'attribution provisoire de marché pris en application de l'article 140. b) du CMP, d'examen juridique et technique des projets de marchés en application de l'article 140.c) du CMP
- arrêté 012783 du 26 décembre 2012 relatif a l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du CMP ;
- arrêté 012785 du 26 décembre 2012 fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers d'appel a la concurrence avant le lancement de la procédure pris en application des dispositions de l'article 140.a) du CMP;
- arrêté 012786 du 26 décembre 2012 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 36.1 du CMP;
- arrêté 012787 du 26 décembre 2012 relatif aux commissions régionales des marchés publics dans les régions autres que Dakar pris en application de l'article 36.6 du CMP;
- arrêté 012788 du 26 décembre 2012 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics pris en application de l'article 44. f) du CMP;
- arrêté 012789 du 26 décembre 2012 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78.3.a) du CMP ;
- arrêté 012790 du 26 décembre 2012 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission pris en application de l'article 113 du CMP ;
- arrêté 012791 du 26 décembre 2012 fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution pris en application de l'article 114 du CMP;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 004 du 31 mars 2009 portant mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- Circulaire du Premier Ministre 0039 du 12 décembre 2012 portant sur l'importance du rôle des Cellules de Passation des Marchés et rappel des procédures à suivre pour une bonne préparation des documents de passation des marchés publics;
- ...

3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de la Communauté Rurale de Touba Toul pour apprécier la capacité de la Communauté Rurale à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions des articles 35 à 40 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet, le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir. Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part, d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux, nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants sont effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire, avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs (fournisseurs d'exploitation et fournisseurs d'immobilisations),
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin est – il bien défini, quantifié et valorisé ?
- le besoin est- il réel ? répond-il exclusivement au besoin de l'Autorité contractante ?
- le marché résulte-t-il d'un regroupement de besoins suivant leur homogénéité ou leur unité fonctionnelle ? N'est-il pas le résultat d'un fractionnement ?
- la passation du marché est-elle conforme à la réglementation ?

Les contrôles ont porté sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication des procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ?),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

Il est entendu que l'attribution concerne la période allant de la date d'ouverture des plis à la date d'approbation du marché.

- vérification de l'existence des registres des marchés côtés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite-t-il à constater plutôt qu'à prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,
- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES

L'audit de matérialité sera examiné à ce niveau. Il portera sur un échantillon de marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit. Différentes diligences seront mises en œuvre :

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité,
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale),
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

SECTION 4 RESULTATS DES TRAVAUX

4. RESULTATS DES TRAVAUX

4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

4.1.1 COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés (CM) de la Communauté Rurale de Touba Toul, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée par arrêté du Président du Conseil Rural N° 009 en date du 27 avril 2012 comme stipulé dans l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés. Il convient de noter que la mise en place de la Commission des Marchés doit se faire au plus tard le 31 janvier de la Gestion en cours.

L'examen des dossiers de passation a permis de noter de nombreuses non conformités qui illustrent une insuffisante appropriation de certaines dispositions du CMP et subséquemment un besoin de renforcement des capacités des membres de la Commission des Marchés :

- la Commission des Marchés n'a pas respecté ses obligations d'information des soumissionnaires notamment l'information des soumissionnaires non retenus aux termes des procédures de demande de renseignements et de prix.
- l'examen des procès verbaux d'ouverture des offres a permis de noter que les fonctions des membres de la Commission des Marchés ne sont pas toujours précisées dans lesdits procès verbaux alors que cette information permet aux vérificateurs d'apprécier les éventuelles incompatibilités entre les fonctions exercées et la qualité de membre de la Commission des Marchés.
- la nature TTC ou HT du prix des offres des candidats n'est pas précisée dans le procès verbal d'ouverture ouvrant ainsi une brèche pour des interprétations susceptibles de renchérir le coût des achats si on ne retient pas qu'en l'absence de toute indication sur l'offre le prix est réputé libellé TTC.
- l'examen de certains rapports d'évaluation a permis de noter que les spécifications techniques définies dans le cahier des charges n'ont pas été évalués et que c'est plutôt le critère prix qui a été déterminant dans le choix de l'attributaire du marché ; il s'agit d'une entorse à l'application des dispositions de l'article 59 du CMP ;
- la Communauté Rurale de TOUBA TOUL ne dispose pas de fichier fournisseurs alors que les manifestations d'intérêt ou les offres reçues, après la publication de l'avis général de passation des marchés et/ou des avis spécifiques de passation des marchés peuvent être les bases de constitution et de mise à jour du fichier des prestataires. En outre, nous avons noté sur toutes les DRP, une insuffisance de formalisation des procédures de passation des marchés, notamment par la convocation des membres de

la commission des marchés dans les formes et les délais requis, la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats, l'établissement des PV d'attribution, sur l'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres, l'exigence de l'enregistrement des marchés préalablement à la mise en règlement des factures et le classement exhaustif de tous les documents de la passation conformément aux instructions de l'ARMP en la matière.

Ces manquements notés dans la mise en œuvre des procédures de passation des marchés impliquent une forte recommandation pour un renforcement des capacités des membres de la Commission des Marchés tout comme de la Cellule de Passation des Marchés qui doit exercer pleinement son rôle de conseil et d'assistance à la Commission des Marchés et à la Personne Responsable des Marchés.

4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés a été instituée par arrêté du Président du Conseil Rural N°008 en date du 27 avril 2012 conformément à l'arrêté N° 12 783 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés. Nous précisons qu'à la différence de la Commission des Marchés dont la composition doit être renouvelée avant le 31 janvier de chaque exercice budgétaire, les missions de la Cellule de Passation des Marchés s'inscrivent dans une continuité qui transcende l'exercice au cours duquel elle a été instituée.

Les tâches qui sont dévolues à cette CPM n'ont pas été accomplies notamment celle relative à la préparation du rapport annuel en application de l'article 143 du CMP qui impose à toutes les Autorités Contractantes de déposer annuellement auprès de la DCMP et de l'ARMP, un rapport sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente, avec les entreprises défaillantes, la nature des manquements constatés et un compte rendu détaillé des marchés passés par entente directe. Les rapports trimestriels non plus n'ont pas été produits.

4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

Les attestations de prise de connaissance de la **charte d'éthique et de transparence en matière de marchés publics** ont été signées par tous les membres (titulaires et suppléants) de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés. Lesdites attestations doivent ont été transmises à la DCMP et à l'ARMP en même temps que les arrêtés instituant la Commission des Marchés et la Cellule de Passation des Marchés.

4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous devons procéder à la revue du Plan de Passation des Marchés de la Communauté Rurale de Touba Toul, de l'état d'exécution dudit PPM, de l'Avis Général de Passation des Marchés et apprécier leur établissement conforme aux modèles prescrits par l'Organe chargé de la Régulation des Marchés publics.

4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES

Le Plan de Passation des Marchés a été établi et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP. Notons qu'au regard de l'article 6 du CMP, aucun avis spécifique de passation de marché ne peut être publié avant l'expiration d'un délai minimum de 7 jours à compter de la publication du PPM ou de sa révision à l'exception des cas prévus par l'article 76-2 du CMP. Il convient de préciser pour ce qui concerne les prestations intellectuelles que leur inscription dans le PPM n'est obligatoire que lorsque leur coût estimatif atteint le seuil de passation des marchés par appel d'offres tel que spécifié dans l'article 53 du CMP.

La Communauté Rurale de Touba Toul a préparé son PPM conformément au modèle prescrit par l'ARMP ; les modifications apportées au PPM initial ont été transmises dans les formes requises au Pôle Régional de la DCMP conformément aux prescriptions du CMP. Il convient de noter que le PPM initial n'a été transmis que le 6 juin 2012 alors qu'au regard des textes réglementaires, les PPM doivent être transmis au plus tard le 31 décembre de l'année qui précède l'exercice au titre duquel ledit PPM est établi.

4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

Aux termes de l'article 6 du CMP, la Communauté Rurale de Touba Toul doit publier avant la fin du mois de janvier 2012 un Avis Général de Passation des Marchés selon le modèle arrêté par l'ARMP. Il convient de préciser pour ce qui concerne les prestations intellectuelles que leur inscription dans l'AGPM n'est obligatoire que lorsque leur coût estimatif atteint le seuil de revue a priori de la DCMP.

La communauté Rurale n'avait inscrit dans son PPM que des DRP ; elle n'a pas publié d'AGPM, les ASPM relatifs aux DRP ont fait l'objet d'affichage au niveau de la Maison Communautaire.

4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES A LA COMMUNAUTE RURALE DE STOUBA TOUL

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de la Communauté Rurale de Touba Toul sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A LA COMMUNAUTE RURALE DE TOUBA TOUL EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 12 785, 12 790 ET 12 791 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES PRIS EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

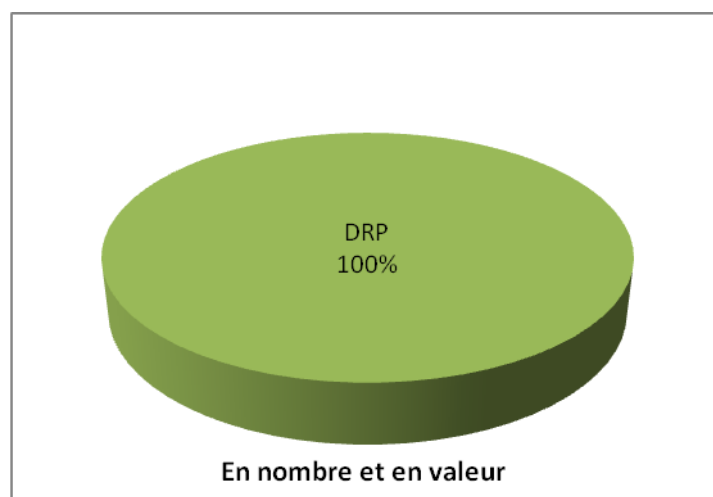
| Type de marchés | Seuils de passation par Appel d'Offres | Seuil de contrôle DCMP | | | Garantie de soumission | Garantie de bonne exécution |
|------------------------------------|--|--|---|--|---|---|
| | | Dossier d'Appel à la Concurrence | Rapport d'évaluation et Procès Verbal d'attribution | Examen juridique et technique du Projet de Contrat | | |
| | Article 53 | Arrêté 12 785 pris en application de l'article 140.a | Arrêté 12 782 pris en application de l'art 140.b | Arrêté 12 782 en application de l'article 140.c | Arrêté 12 790 en application de l'article 113 | Arrêté 12 791 en application de l'article 114 |
| Travaux | 25 | 250 | 100 | 800 | >=60 | >=35 |
| Fournitures et services | 15 | 150 | 40 | 400 | >=30 | >=25 |
| Prestations Intellectuelles | 25 | 150 | 40 | 350 | NA | >=35 |

4.2 EXAMEN DES MARCHES

4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

| Modes de passation de marchés | Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2012 | | Typologie des marchés examinés lors de la présente revue | | Taux de couverture % | |
|--|--|-------------------|--|-------------------|----------------------|---------------|
| | Nombre | Montant | Nombre | Montant | Nombre | Montant |
| Appel d'offres ouvert (AOO) | - | - | - | - | - | - |
| Appel d'offres restreint (AOR) | - | - | - | - | - | - |
| Demande de Proposition (DP) | - | - | - | - | - | - |
| Demande de Renseignements et de Prix (DRP) | 9 | 39 707 787 | 9 | 39 707 787 | 100,00 | 100,00 |
| Entente directe (ED) | - | - | - | - | - | - |
| Avenant | - | - | - | - | - | - |
| TOTAL | 9 | 39 707 787 | 9 | 39 707 787 | 100,00 | 100,00 |



4.2.2. MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

| DRP N° 01/12 Construction de deux salles de classe et de dix cantines | |
|--|--|
| Lot 1 : Construction d'un bloc de deux salles de classe au CEM de Ndiakhrou | |
| Lot 2 : Construction de dix cantines à la gare routière de Touba Toul | |
| Date des lettres de saisine des fournisseurs | 05 novembre 2012 Avis de DRP de Novembre 2012 également publié sur les lieux publics |
| Date de convocation du trésorier payeur | 14 novembre 2012 |
| Date de dépôt des offres et d'ouverture des offres | 20 novembre 2012 |
| Délai de préparation des offres | 14 jours |
| Période de validité des offres | 60 jours |
| Date d'évaluation et d'attribution | 20 novembre 2012 |
| Date de notification d'attribution | 26 novembre 2012 |
| Date de signature du contrat | 12 mars 2013 |
| Date d'enregistrement | 12 avril 2013 |
| Date d'information des candidats non retenus | - |
| Délai d'exécution | 60 jours à partir de la réception de l'ordre de service |
| Fournisseurs consultés | 05 : GIE DEFAR- Entreprise Générale de Constructions (EGCBMTC)- Sénégalaise et de Prestations et d'Equipements- Equipement LAHAT- GIE AFRICA ELEC |
| Nombre d'offres reçues | 05 offres reçues : GIE DEFAR- Entreprise Générale de Constructions (EGCBMTC)- Sénégalaise et de Prestations et d'Equipements (SEPREQ)- Equipement LAHAT- GIE AFRICA ELEC |

| | | | |
|-----------------|---------------------|---|------------|
| Attributaire | Equipement Lahat | Lot 1 | 11 085 927 |
| | | Lot 2 | 10 284 644 |
| Non conformités | | <p>Le point 6.2 du cahier des charges portant critères de sélection indique que « l’attributaire provisoire devra être obligatoirement et totalement conforme au point 6.1 concernant les pièces administratives à fournir au plus tard 8 jours après la notification » qui stipule que ces pièces non fournies ou incomplètes sont exigibles dans un délai au plus égal à celui imparti à l’autorité contractante pour prononcer l’attribution provisoire. Cette disposition du cahier des charges doit être revue à l’avenir pour tenir compte de la spécificité des Communautés Rurales et des Communes ayant un budget inférieur à 300 millions de F CFA pour lesquelles les entreprises participant aux procédures de concurrence pour des acquisitions dont le coût estimé est inférieur à 25 millions sont dispensées de produire les pièces administratives requises au titre de l’article 43 du CMP ;</p> <p>Les termes « dépouillement » et « adjudicataire » ne sont plus utilisés, ceci est en violation de l’article 4 du CMP ;</p> <p>Les fonctions des membres de la commission ne sont pas précisées dans le procès verbal d’ouverture des plis. Ceci nous permet de vérifier s’il existe une incompatibilité de fonction ou un conflit d’intérêt ;</p> <p>La nature des prix (TTC ou HT) proposés par les candidats n’est pas précisé dans le procès verbal d’ouverture des plis ;</p> <p>Les spécifications techniques du cahier des charges n’ont pas fait l’objet d’une évaluation, le critère prix a été déterminant dans le choix du candidat attributaire du marché en violation de l’article 59 du CMP. Quant au tableau relatif aux critères de qualification établi dans le rapport d’évaluation, il n’est pas explicite, son examen ne nous permet pas de déterminer si la commission d’évaluation a considéré et déclaré le candidat qualifié ou non ;</p> <p>Monsieur Saliou Gueye est aussi bien membre de la commission des marchés que membre de la commission de</p> | |

| | |
|--|--|
| | <p>réception. Les membres de la commission de réception qui contrôlent la conformité et l'exécution effective des travaux ne peuvent pas être les mêmes que la commission des marchés qui mènent la procédure de passation des marchés en amont ;</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres n'ont pas été établies. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Le dossier contient deux ordres de service pour chaque lot comportant le même numéro (N° 1 et N° 2). Les deux documents ont établis à deux dates différentes, le premier est daté du 10 décembre 2012 pour un démarrage effectif le 20 décembre 2012 alors que le deuxième est daté du 13 mars 2013 pour un démarrage le 25 mars 2013 ;</p> <p>Nous notons que ces marchés, si on prend en compte le premier ordre de service, ont accusé un retard de six mois. En effet, le délai d'exécution était de deux mois à compter de la réception de l'ordre de service, le premier ordre de service a été reçu par le prestataire le 12 décembre 2012 alors que les travaux n'ont été réceptionnés que le 27 août 2013 et auraient du être achevés depuis le 12 février 2013 ;</p> <p>Le PV de réception provisoire des travaux indique que la date de début du délai contractuel était le 25 mars 2013, date de démarrage consigné dans le second ordre de service. Même si la date du 25 mars 2013 est prise comme date de démarrage des travaux, un retard considérable de trois mois est toujours noté car ces derniers devaient être achevés depuis le 25 mai 2013. De plus, les pénalités de retard n'ont pas été prélevées en violation de l'article 134 du CMP ;</p> <p>Pour le lot 1 concernant la construction de salles de classe, nous avons constaté des similitudes dans la présentation des offres laissant entrevoir une collusion entre les fournisseurs. De plus, les mêmes fautes de frappe sont commises sur les</p> |
|--|--|

| | |
|------------------------|--|
| | <p>mêmes mots tels que « chaînages sup. linteaux » et « enduit lisse intérieur ».</p> <p>Pour le lot 2, le bordereau de prix avait requis pour la menuiserie, la fourniture et la pose de porte métallique 0,8 x 2,00 et de fenêtres métalliques 1,2 x 0,8, alors que l'ensemble des fournisseurs ont proposé la fourniture et la pose de porte métallique 2,00 x 1,85 et de fenêtres métalliques 1,00 x 1,85. Là, aucune modification de cette disposition du cahier des charges, prise en compte dans les offres de tous les soumissionnaires, semble avoir été communiquée de manière informelle à tous les candidats puisque le dossier ne comprend aucune note rectificative du cahier des charges. En cas de modification, l'information doit être communiquée à tous les candidats selon les mêmes formes que celles de la diffusion du Dossier d'Appel à la Concurrence. Toutes ces anomalies constatées laissent entrevoir des signes de collusion entre fournisseurs.</p> |
| Recommandations | <p>Constituer un fichier fournisseurs régulièrement mis à jour selon des modalités à définir. Les manifestations d'intérêt ou les offres reçues après la publication de l'avis général de passation des marchés ou des avis spécifiques de passation des marchés peuvent être les bases de constitution et de mise à jour du fichier des prestataires ;</p> <p>Tenir compte lors de la préparation des Dossiers d'Appel à la Concurrence, de la spécificité des Communautés Rurales et des Communes ayant un budget inférieur à 300 millions de F CFA pour lesquelles les entreprises participant aux procédures de concurrence, pour des acquisitions dont le coût estimé est inférieur à 25 millions, sont dispensées de produire les pièces administratives requises au titre de l'article 43 du CMP ;</p> <p>Veiller au respect des articles 4 et 59 du CMP ;</p> <p>Préciser dans les procès verbaux les fonctions des membres de la commission des marchés ;</p> <p>En cas de modification, l'information doit être communiquée à tous les candidats selon les mêmes formes que celles de la diffusion du Dossier d'Appel à la Concurrence ;</p> |

| | |
|--|--|
| | <p>Se conformer à l'article 134 du CMP sur les pénalités de retard à appliquer ;</p> <p>Bannir la collusion entre fournisseurs et veiller à la transparence de la procédure de DRP.</p> |
| Commentaires de l'Autorité Contractante | <p>Nous tenons compte des recommandations faites à ce niveau tout en acceptant et précisant que le Conseil Rural a un problème d'archivage des documents.</p> <p>On note aussi un manque de formation de ceux qui sont impliqués dans la passation de marchés.</p> <p>Nous tenons à préciser que la préparation des dossiers d'appel d'offres revient à notre partenaire technique (ARD) parce que le Conseil Rural manque de personnel qualifié.</p> <p>Nous admettons aussi qu'il y a eu beaucoup d'omission surtout en ce qui concerne les fonctions des membres et la nature des prix TTC ou HT.</p> <p>Pour la présence de Monsieur Saliou Gueye dans la commission de réception, nous croyons que si nous mettons un membre de la commission des marchés dans la réception, le travail allait se faire mieux.</p> <p>En ce qui concerne les lettres d'information des candidats non retenus, nous avons tenu à les informer verbalement parce qu'après dépouillement, nous passons des coups de fil aux concernés.</p> |
| Appréciation du Consultant | <p>Nous prenons acte de vos commentaires. Nous maintenons l'ensemble des observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p> <p>Nous précisons pour ce qui est de Monsieur Saliou Gueye, qu'un membre de la commission des marchés ne doit pas être membre de la commission de réception, chargée de la vérification de la conformité de l'exécution des prestations.</p> |

| DRP ACHEVEMENT DE LA TOITURE EN TOLE DU HANGAR DU MARCHE DE TOUBA TOUL | |
|---|--|
| Date de saisine des fournisseurs | 5 Novembre 2012 |
| Date d'ouverture des plis | 20 Novembre 2012 |
| Délai de préparation des offres | 14 jours |
| Date d'attribution | - |
| Notification d'attribution | 26 Novembre 2012 |
| Information des candidats non retenus | - |
| Attributaires | GIE THIEYTOU |
| Montant du marché en F CFA | 8 931 656 F CFA TTC |
| Non conformités | <p>Les critères de qualification des candidats, définis dans le cahier des charges n'ont pas été pris en compte lors de l'évaluation, en violation de l'article 59.2 du CMP ;</p> <p>Le PV d'attribution n'a pas été établi, en violation de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, ne figurent pas dans le dossier. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N° 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Un (01) mois après l'expiration du délai d'exécution des travaux, l'autorité contractante s'est contentée de demander au titulaire de bien reprendre les travaux dans les plus brefs délais, sous peine d'application des pénalités lui incombant, alors qu'elle devait appliquer lesdites pénalités, en violation de l'article de 134 du CMP ;</p> |

| | |
|--|--|
| | <p>L'application des pénalités de retard doit être faite sans mise en demeure préalable dès lors qu'il résulte de la volonté des parties notamment au regard des dispositions de l'article 19 du contrat que l'AC est fondée à prélever des intérêts de retard ; lesdites pénalités auraient dû être décomptés depuis le 25 Mai 2013 (le délai d'exécution étant de 60 jours à compter de l'ordre de service et finalement fixée au 25 Mars 2013) ;</p> <p>Par ailleurs, la mise en demeure doit donner un délai précis à l'expiration duquel, l'Autorité Contractante sera fondée à résilier le marché et contracter avec un autre prestataire aux risques et périls du titulaire défaillant ;</p> <p>Il ressort de la copie du contrat que le marché n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement, en violation de l'article 424.12 du CGI.</p> |
| Recommandations | <p>Etablir un PV d'attribution en bonne et due forme ;</p> <p>Veiller au respect de l'article 59 du CMP sur les critères d'évaluation ;</p> <p>Se conformer à la circulaire N° 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Il convient de demander aux titulaires de contrats de les soumettre à la formalité de l'enregistrement conformément aux dispositions de l'article 424.12 du Code Général des Impôts ;</p> <p>Se conformer à l'article 134 du CMP, sur l'application des pénalités de retard ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p> |
| Commentaires de l'Autorité Contractante | <p>Nous tenons compte des recommandations faites à ce niveau.</p> <p>En ce qui concerne les lettres d'information des candidats non retenus, nous avons tenu à les informer verbalement parce qu'après dépouillement, nous passons des coups de fil aux concernés.</p> <p>Le PV d'attribution a été établi parce que faisant partie des</p> |

| | |
|-----------------------------------|---|
| | documents exigés au niveau du trésor pour des engagements de même que le contrat enregistré au niveau des impôts et domaines. C'est un problème d'archivage. L'ASCOM n'a pas fait des copies pour le Conseil Rural. |
| Appréciation du Consultant | <p>Nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Nous maintenons l'ensemble des observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p> |

| Description | OPERATIONS PASSES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX | | | | |
|---|---|---|------------------------------|---|-------------------------|
| | DRP FOURNITURES SCOLAIRES | DRP FOURNITURES DE JEUX DE MAILLOTS | DRP ACHAT DE TEE SHIRT | DRP ACHAT DE REGISTRE DE NAISSANCE, DECES ET DE MARIAGE | DRP ACHAT D'ECHARPES |
| Date de saisine des fournisseurs | 1 ^{er} août 2012 | 06 août 2012 | 08 novembre 2012 | 28 juin 2012 | 20 octobre 2012 |
| Date limite de dépôt et d'ouvertures des offres | 27 août 2012 | 19 août 2012 | 18 novembre 2012 | 08 juillet 2012 | 03 novembre 2012 |
| Délai de préparation des offres | 25 jours | 12 jours | 09 jours | 09 jours | 13 jours |
| Date de notification d'attribution | Néant | Néant | Néant | Néant | Néant |
| Date de souscription | Néant | Néant | Néant | Néant | Néant |
| Date d'approbation | Néant | Néant | Néant | Néant | Néant |
| Date de signature du contrat | Néant | Néant | Néant | Néant | Néant |
| Date d'enregistrement | Néant | Néant | Néant | Néant | Néant |

| | | | | | |
|---------------------------------------|--|---|---|---|---|
| Délai d'exécution | Néant | Néant | Néant | Néant | Néant |
| Fournisseurs consultés | E.G.B. ; S.E.P.G ; EL GORMACK NGOM | ETS SERIGNE ADAMA FALL ; GIE TAWA FALL ; GIE KRAMEX; ETS SOPE SERIGNE BABACAR SY | ETS SERIGNE ADAMA FALL ; GIE TAWA FALL ; GIE KRAMEX; ETS SOPE SERIGNE BABACAR SY | ETS SERIGNE ADAMA FALL ; GIE TAWA FALL ; GIE KRAMEX; ETS SOPE SERIGNE BABACAR SY | ETS SERIGNE ADAMA FALL ; GIE TAWA FALL ; GIE KRAMEX; ETS SOPE SERIGNE BABACAR SY |
| Attributaires | E.G.B | ETS SERIGNE ADAMA FALL | ETS SERIGNE ADAMA FALL | ETS SERIGNE ADAMA FALL | ETS SERIGNE ADAMA FALL |
| Montant du marché en F CFA TTC | 3 815 000 | 499 848 796 382 | 997 100 | 799 568 | 399 666 |
| Non conformités | <p>ACHAT DE FOURNITURES SCOLAIRES</p> <p>La lettre d'invitation à soumissionner adressée à la Sénégalaise d'Exploitation et Prestation Générales (S.E.P.G.) a été déchargée par l'Entreprise Générale de Bâtiment (E.G.B) qui y a apposé sa signature et son cachet. A cette erreur commise probablement par inadvertance s'ajoutent des signes manifestes de collusion entre ces deux fournisseurs comme l'attestent les indices identifiés lors de l'examen de leurs factures pro forma. La dévolution de ce marché a été faite en violation du principe de transparence des procédures consacré par le Code des Obligations de l'Administration dans son article 24.</p> <p>Les lettres d'information à adresser aux candidats non retenus n'ont pas été établies pour se conformer à la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 du Premier Ministre portant instructions pour la mise en œuvre des procédures de DRP.</p> <p>ACHAT DE REGISTRES DE NAISSANCE, DE DECES ET DE MARIAGE</p> <p>Les quatre (4) lettres d'invitation à soumissionner adressées aux fournisseurs ont toutes été déchargées par l'un d'entre</p> | | | | |

| | |
|--|---|
| | <p>eux ETS Sope Serigne Babacar Sy. L'examen des factures pro forma présentées par les ETS Adama Fall attributaire du marché, le GIE Kramex et les Etablissements Sope Serigne Babacar Sy, a permis d'identifier des signes de collusion.</p> <p>DRP ACHAT DE TEE-SHIRT</p> <p>Le marché a été attribué aux ETS Serigne Adama Fall pour le montant de l'offre du second soumissionnaire (GIE TAWA FALL), qui est de 997 100 F CFA TTC, alors que l'offre du premier était de 797 680 F CFA.</p> |
| Recommandations | <p>Informers les soumissionnaires non retenus, du rejet de leurs offres, conformément aux dispositions de la circulaire 004 du PM ;</p> <p>Veiller à la transparence des procédures de DRP et bannir les collusions ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p> |
| Commentaires de l'Autorité Contractante | <p>DRP FOURNITURES SCOLAIRES</p> <p>Nous tenons compte des recommandations faites à ce niveau.</p> <p>Pour les similitudes, nous ne pouvons pas donner d'explications parce que c'est des lettres de DRP que nous adressons aux fournisseurs qui répondent par courrier.</p> <p>En ce qui concerne les lettres d'information des candidats non retenus, la commission les informe par téléphone après chaque dépouillement.</p> <p>DRP ACHAT DE REGISTRE DE NAISSANCE, DECES ET DE MARIAGE</p> <p>Nous tenons compte des recommandations faites à ce niveau.</p> <p>Pour les similitudes, nous ne pouvons pas donner d'explications parce que les fournisseurs nous répondent par courrier.</p> |

| | |
|--|--|
| | <p>DRP ACHAT DE TEE SHIRT</p> <p>Nous tenons compte des recommandations faites à ce niveau.</p> <p>Pour l'attributaire du marché, c'est bien Ets Serigne Adama Fall pour un montant de sept cent quatre vingt dix sept mille six cent quatre vingt francs CFA (cf : copie du bon de commande).</p> |
| <p>Appréciation du Consultant</p> | <p>Nous prenons acte de vos commentaires, cependant, nous maintenons nos observations.</p> <p>Concernant l'attribution du marché portant achat de tee-shirt aux Ets Adama Fall, il s'agit d'une erreur qui a été commise sur le document validé par le Président qui indique que le marché a été attribué à 997 100 F CFA, montant proposé par le second moins disant.</p> |

| Description | OPERATIONS PASSEES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX | |
|---|---|-----------------------------|
| | DRP ACHAT DE BALLONS | DRP ACHAT DE MEDICAMENTS |
| Date de saisine des fournisseurs | 19 octobre 2012 | Néant |
| Date limite de dépôt et d'ouvertures des offres | Non précisée | Néant |
| Délai de préparation des offres | Néant | Néant |
| Date de notification d'attribution | Néant | Néant |
| Date de souscription | Néant | Néant |
| Date d'approbation | Néant | Néant |
| Date de signature du contrat | Néant | Néant |
| Date d'enregistrement | Néant | Néant |
| Délai d'exécution | Néant | Néant |
| Fournisseurs consultés | ETS SERIGNE ADAMA FALL ; GIE TAWA FALL ; GIE KRAMEX; ETS SOPE SERIGNE BABACAR SY | PHARMACIE LAMP FALL |
| Attributaires | ETS SERIGNE ADAMA FALL | PHARMACIE LAMP FALL |
| Montant du marché en F CFA TTC | 99 946 | 1 998 050 |

| | |
|--|--|
| Non conformités | <p>DRP ACHAT DE BALLONS</p> <p>Seule l'offre de l'attributaire du marché a été classée dans le dossier qui nous a été remis ;</p> <p>Le bordereau de livraison a été déchargé par la Secrétaire de la Communauté Rurale de Touba Toul sans la mention écrite pour certifier la livraison conforme des fournitures.</p> <p>DRP ACHAT DE MEDICAMENTS</p> <p>Les lettres d'invitation et le procès-verbal d'attribution n'ont pas été classés dans le dossier ;</p> <p>Une seule offre a été classée dans le dossier notamment celle de l'attributaire.</p> |
| Recommandations | <p>Se conformer à la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p> |
| Commentaires de l'Autorité Contractante | <p>DRP ACHAT DE BALLONS</p> <p>Nous tenons compte des recommandations faites à ce niveau.</p> <p>Nous notons un problème d'archivage au niveau du secrétariat et nous tentons de le régler avec notre nouveau ASCOM dans les plus brefs délais (c'est pour vous dire que mon premier ASCOM a perdu la vie le 16 mai 2013).</p> <p>Le manque de vigilance est à noter à ce niveau pour la mention appropriée lors de chaque réception de fournitures.</p> |

| | |
|-----------------------------------|---|
| | <p>DRP ACHAT DE MEDICAMENTS</p> <p>Nous tenons compte des recommandations faites à ce niveau.</p> <p>Les médicaments ayant des prix fixes, nous n'avons pas jugé nécessaire de demander des prix aux autres officines.</p> |
| Appréciation du Consultant | <p>Nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Nous maintenons l'ensemble des observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p> |

ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE



(Conseil, Audit, Expertise, Qualité)

Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél: 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 2 juin 2014

**A Monsieur le Président
de la Communauté Rurale
de Touba Toul
(CRT)**

Objet : Transmission du Rapport Provisoire de la mission de Revue Indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2012

Monsieur le Président,

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Nous vous saurions gré de bien nous faire parvenir vos commentaires et observations dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire que vous pourriez souhaiter obtenir sur le contenu de ce projet de rapport et vous prions d'agréer, **Monsieur le Président**, l'expression de notre parfaite considération.

12 JUN 2014
Communauté Rurale
de Touba Toul
Le Secrétaire


Ibra Gueye
Directeur Associé
Business System Consulting Group
Rue du Docteur Pasteur
4172 - Fax 221 33 825 62 59
13 - Dakar
e mail bsc@arc.sn

ANNEXE 2. REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

Le Conseil Rural
E-Mail: crtoubatoul@yahoo.fr

A,
Monsieur le Directeur du Cabinet Business
System Consulting Group (BSCG)

Objet: Commentaires sur le Rapports Provisoir

Réf: Votre lettre sans numéro, en date du 02 juin 2014

Monsieur le Directeur

Nous avons reçu votre courrier en date du deux juin deux mille quatorze sur l'audit de la procédure de passation des marchés effectué dans la période de la gestion deux mille douze du Conseil Rural de Touba Toul que je dirige depuis deux mille deux.
Des anomalies ont été évoquées sur certains DRP;
On peut noter:

1. DRP concernant construction de deux salle de classe au CEM de Ndiakhou et de dix cantines à la gare routière de Touba Toul.
2. DRP sur l'achèvement du hangar du marché de Touba Toul.
3. DRP sur l'achat de fournitures scolaires.
4. DRP sur l'achat de registres.
5. DRP sur l'achat de tee shirt.
6. DRP sur l'achat de ballon.
7. DRP sur l'achat de médicaments

La gestion des DRP a été confié à une commission de passation de marché dirigée par un président et dont la lourde tâche a été gérée par un ASCOM.
Surtout en ce qui concerne les offres, les lettres d'invitation, les PV de dépouillement, les lettres de notification, l'archivage des documents etc

Je vous notifie que je ne suis pas membre de la commission de passation de marchés et je n'ai jamais assisté à leur séance de dépouillement. C'est pour dire que beaucoup d'éléments peuvent m'échapper.

Mais tout en tenant compte des recommandations pertinentes venant de votre cabinet je vous présente quelques commentaires sur ce document. (Cf:document en annexe)

Nous vous prions d'agréer Monsieur Le Directeur notre parfaite considération.

Fait à Touba Toul, le 24 Juin 2014

Le Président du Conseil Rural

Daouda TINE



Nous tenons compte des recommandations faites à ce niveau tout en acceptant et précisant que le conseil rural à un problème d'archivage des documents.
On note aussi un manque de formation de ceux qui sont impliqués dans la passation de marchés.

DRP N° 01/12 CONSTRUCTION DE DEUX SALLES DE CLASSE ET DE DIX CANTINES

Lot 1: Construction d'un bloc de deux salles de classe au CEM de Ndiakhou

Lot 2: Construction de dix cantines à la gare routière de Touba Toul

Commentaire de l'autorité contractante

Nous tenons à préciser que la préparation des dossiers d'appel d'offre revient à notre partenaire technique (ARD) par ce que le conseil Rural manque de personnels qualifiés.

Nous admettons aussi que y'a eu beaucoup d'omission surtout en ce qui concerne les fonctions des membres et la nature des prix TTC ou HT.

Pour la présence de Monsieur Salio GUEYE dans la commission réception, nous croyons que si nous mettons un membre de la commission des marchés dans la réception le travail allait se faire mieux.

En ce qui concerne les lettres d'information des candidats non retenus, nous avons tenu à les informer verbalement parce que après chaque dépouillement nous passons des coups de fil aux concernés.

DRP ACHEVEMENT DE LA TOITURE DU HANGAR DU MARCHÉ DE TOUBA TOUL

Commentaire de l'autorité contractante

Nous tenons compte des recommandations faites à ce niveau.

En ce qui concerne les lettres d'information des candidats non retenus, nous avons tenu à les informer verbalement parce que après chaque dépouillement nous passons des coups de fil aux concernés.

Le PV d'attribution a été établi parce que faisant parti des documents exigés au niveau du trésor pour les engagements de même que le contrat enregistré au niveau des impôts et domaines. C'est un problème d'archivage. L'ASCOM n'a pas fait des copies pour le conseil rural.

ACHAT DE FOURNITURES SCOLAIRES

Commentaire de l'autorité contractante

Nous tenons compte des recommandations faites à ce niveau.

Pour les similitudes, nous ne pouvons pas donner d'explication parce que c'est des lettres de DRP que nous adressons aux fournisseurs qui répondent par courrier.

En ce qui concerne les lettres d'information des candidats non retenus, la commission les informe par téléphone après chaque dépouillement.

ACHAT DE REGISTRE DE NAISSANCE DE DECES ET DE MARIAGE

Commentaire de l'autorité contractante

Nous tenons compte des recommandations faites à ce niveau.

Pour les similitudes, nous ne pouvons pas donner d'explication parce que les fournisseurs nous répondent par courrier.

ACHAT DE TEE SHIRT

Commentaire de l'autorité contractante

Nous tenons compte des recommandations faites à ce niveau.

Pour l'attributaire du marché, c'est bien ETS Serigne Adama FALL pour un montant de sept cent quatre vingt dix sept mille six cent quatre vingt francs CFA (Cf: copie du bon de commande).

DRP ACHAT DE BALLONS

Commentaire de l'autorité contractante

Nous tenons compte des recommandations faites à ce niveau.

Nous notons un problème d'archivage au niveau du secrétariat et que nous tentons de le régler avec mon nouveau ASCOM dans les plus brefs délais. (C'est pour vous dire que mon premier ASCOM a perdu la vie le 16 Mai 2013).

Le manque de vigilance est noté à ce niveau pour la mention appropriée lors de chaque réception de fournitures.

DRP ACHAT DE MEDICAMENTS

Commentaire de l'autorité contractante

Nous tenons compte des recommandations faites à ce niveau.

Les médicaments ayant des prix fixes nous n'avons pas jugé nécessaire de demander des prix aux autres officines.

Mois de juin

Arrondissement de : Thiérbu

Chapitre

Article

Paragraphe

Commune de : Toul

1111

6466

BUDGET DE LA COMMUNE DE : Torshavn Torshavn

BON DE COMMANDE N° 0001429

De la Commune de : Toulou-Toul

Du matériel et des objets ci- après à livrer à la Commune de

Destiné : CP 7 1962 1218

Fournisseur : Serigne Adam Fall

[illegible]

Arrêté la présente commande à la somme de : Sept cent cinquante vingt dix sept
mille Six cent cinquante vingt dix

Visa des dépenses Engagées

Fiche N°

Crédit Inscrit

Engagements antérieurs

Présent engagement

Reste disponible

Le Comptable

le 23/11/2019

Le Maire

NB : Le Présent bon de commande ne peut recevoir commencement d'exécution par le fournisseur que s'il est revu du visa du maire et du comptable

REPUBLIQUE DU SENEGAL
REGION DE THIES
DEPARTEMENT DE THIES
ARRONDISSEMENT DE THIENABA
COMMUNAUTE RURALE DE TOUBA TOUL

BN°024/CRTT/14

Le Conseil Rural
E-mail : crtoubatoul@yahoo.fr

BORDEREAU D'ENVOI

Des pièces adressées à Monsieur le Directeur du Cabinet Business
System Consulting Group (BSCG)

| ANALYSE | NOMBRE DE PIECES | OBSERVATIONS |
|--|---------------------|------------------|
| 1. Commentaire sur le rapport provisoire 2. Copie du bon vert délivré | 01 01 | Pour attribution |
| TOTAL | 10 | |

Touba Toul, le 27 Juin 2014

Le président du conseil rural

Daouda TINE

